

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 Albi

Albi, le 30/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA BESSAC TPC

Le Rivet
81120 Réalmont

Références : 81-CARMIN-2025-32
Code AIOT : 0006801546

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement SA BESSAC TPC implanté Le Rivet (AC n° 62 à 66 ; 72p et 163) ; Combe du Rivet (AE n° 17 et 106 + ITM : AC 97 et 106) ; Puech Grand (AC n° 75p ; 242 ; 243p ; 244 et 245 p) et Le Mazot (AE n° 11p ; 14p ; 15p et 16) 10ha 75a 57ca 81360 Montredon-Labessonnié. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée dans le cadre du récolement de la mise en demeure en date du 10 mars 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA BESSAC TPC

- Le Rivet (AC n° 62 à 66 ; 72p et 163) ; Combe du Rivet (AE n° 17 et 106 + ITM : AC 97 et 106) ; Puech Grand (AC n° 75p ; 242 ; 243p ; 244 et 245 p) et Le Mazot (AE n° 11p ; 14p ; 15p et 16) 10ha 75a 57ca 81360 Montredon-Labessonnié
- Code AIOT : 0006801546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Autorisée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000, cette carrière est arrivée en fin d'exploitation du gisement disponible.

Un dossier de renouvellement avec extension est actuellement en cours d'instruction.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Travaux préparatoires	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article TP6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DG2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux actions correctives nécessaires afin de se mettre en conformité vis-à-vis des conditions de stockage en bordure du Dadou et en évacuant les véhicules hors d'usage du site. L'inspection permet la levée de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Travaux préparatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article TP6
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux préparatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/01/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Des dispositifs de protection sont implantés le long de l'installation de traitement des matériaux et des dépôts de matériaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse du 9 septembre 2025, l'exploitant a transmis copie du courrier adressé au conseil départemental pour la pose de GBA le long de son installation de traitement.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique le refus du conseil départemental notamment au regard de la sécurité de la route départementale 11.</p> <p>Cette disposition sera réactualisée dans le cadre de l'instruction du dossier de renouvellement et d'extension de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DG2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Propreté des abords</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les véhicules réformés présents sur le site de la carrière ont été évacués.</p> <p>Les eaux utilisées pour le nettoyage de la plateforme sous l'installation de traitement sont dirigées vers 3 exutoires différents.</p> <p>Les eaux de ruissellement de l'entrée de carrière jusqu'à l'installation de traitement sont récupérées par une bouche d'évacuation et renvoyées vers les bassins de décantation internes à la carrière au même titre que les eaux de lavage.</p> <p>Les eaux de ruissellement au droit de l'installation de traitement sur une surface d'environ 30m² sont évacuées au Dadou.</p> <p>Les eaux de ruissellement de la zone des bureaux vers la direction Est sont récupérées vers dans un bac de rétention avant rejet au fossé. L'exploitant précise que le bac est nettoyé aussi souvent que nécessaire.</p> <p>Les eaux issues du lavage de la plateforme sont dirigées par la pente naturelle vers ce bac de</p>

rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP2
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de stockage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stockage situées en bordure du Dadou sont munies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un merlon, d'une hauteur minimale d'un mètre, réalisé en matériau argileux compactés. Ce merlon est érigé en limites de ces aires côté Dadou ; • d'un fossé, d'une profondeur minimale de 0,9 mètre, creusé au pieds des merlons et à l'intérieur des aires de stockage. <p>Ces dispositifs, destinés à limiter les pollutions du Dadou par les eaux de ruissellement chargées en fines, sont correctement entretenus.</p> <p>Une zone non utilisée pour les stockages est maintenue entre le pied des stocks de matériaux et les merlons.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aires de stockage en bordure du Dadou ont été reprofilées.</p> <p>Pour le stockage du sable, un merlon est présent en bordure du Dadou. Un fossé a été curé entre le merlon et le stock. De plus, un espace libre d'un mètre est laissé entre le stockage du sable et le fossé afin que celui-ci ne s'écoule pas dans le fossé.</p> <p>Le fossé est relié à un petit bassin de décantation avant rejet au Dadou des eaux de ruissellement. Au jour de l'inspection, la plateforme était propre. Le bassin de décantation était vide.</p> <p>Pour les gravillons, le stockage est effectué à deux mètres du merlon présent en bordure de Dadou.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2000, article DP3
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté des abords
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p>

- lors de la visite d'inspection du 09/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 10/09/2025

Prescription contrôlée :

Deux fois par semaine, en alternance avec l'exploitant voisin, la SA Bessac TPC assure le nettoyage (balayage et arrosage) de la portion de la route départementale n°11 située entre son exploitation et le carrefour du lieu-dit "la Tuilerie".

Constats :

L'exploitant indique dans sa réponse que chaque carrier nettoie sa partie de route à savoir pour Bessac TPC, depuis l'aire de stockage en face Tarn Enrobés jusqu'au dépôt situé à l'intersection entre la RD11 et la RD63.

L'exploitant mentionne que la route est nettoyée à une fréquence adaptée selon les conditions météorologiques et le type de production (le déclassé étant plus "salissant").

Au jour de l'inspection, la route départementale était propre.

Type de suites proposées : Sans suite